

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les positions française et allemande sur la construction européenne, l'aide aux Républiques de l'ancienne URSS, et la guerre civile en Yougoslavie, Bonn, le 18 septembre 1991.

Le chancelier vient de rapporter les lignes essentielles de notre conversation. J'interviens à mon tour simplement pour souligner le plaisir que j'ai de me retrouver à Bonn, afin de continuer les conversations commencées il y a de longues années autour de quelques thèmes dominants.

- Le premier de ces thèmes est la construction de l'Europe, spécialement autour de la Communauté. Ce qui veut dire d'abord que nous devons à Maastricht réussir ce qui a été engagé : à savoir le travail des deux conférences intergouvernementales sur les unions économique, monétaire et politique.\

D'autre part nous n'avons relevé aucune difficulté sur la manière de procéder pour venir à l'aide des Républiques souveraines qui composent aujourd'hui l'ancienne Union des Républiques socialistes et soviétiques : la Communauté d'une part, le groupe des Sept d'autre part. J'ajoute qu'il y a urgence, il faut que cela soit fait maintenant, pour l'hiver prochain qui s'annonce très rude pour les populations de ces pays.\

Enfin, la Yougoslavie et c'était un dossier essentiel, ça le reste, je me souviens d'avoir dit au début de ce conflit qu'aucune fédération ne pouvait reposer sur la force, qu'il fallait donc désormais fonder les relations internes comme les relations internationales sur le droit sur le contrat. Cette notion devra finir par prévaloir. Bien entendu, à l'heure où je m'exprime nous en sommes loin. Sur quelles bases pourra-t-on rechercher un accord ou un arbitrage international ? Nous aurons l'occasion d'en reparler.

- Mais, enfin, les mêmes termes se retrouvent toujours : la volonté des peuples à l'intérieur de chaque République, les garanties internationales et pour tout ce qui touche aux conflits de frontières et aux droits des minorités, un arbitrage international. Nous en sommes là, et nous pensons bien qu'il faudra en passer par là si l'on ne veut pas voir s'envenimer ce conflit yougoslave aux dimensions de l'Europe.

- Pour le reste eh bien nous laissons un certain nombre de nos collaborateurs maintenir entre le chancelier et moi un contact étroit et permanent. Je vous remercie.\